Waldeck ROCHET

Vers les élections législatives...

Union des Travailleurs et des Républicains

POUR UNE FRANCE LIBRE, PACIFIQUE ET PROSPÈRE

Supplément au Bulletin de Propagande et d'Information n° 7, Août-Sep. 1966

Discours prononcé
à la fête de
« l'Humanité »

VINCENNES
11 septembre 1966

Chers amis et camarades,

C'EST à nouveau par centaines de milliers que vous êtes venus à la fête de « l'Huma ».

Par votre présence innombrable, notre fête de « l'Huma » nous apporte, une fois de plus, le témoignage éclatant de la confiance que les travailleurs accordent à notre Parti Communiste et à son journal.

Notre fête est aussi une grande manifestation de caractère international.

Nous avons, en effet, le plaisir d'avoir, à nos côtés, les représentants de 34 journaux de partis frères à qui j'adresse nos salutations les plus chaleureuses.

POUR LA PAIX, SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE VIETNAMIEN

Et puis, ce qui donne par-dessus tout son caractère international à notre fête, c'est le fait que nous avons décidé de mettre au premier plan de ses mots d'ordre : « la lutte contre l'agression américaine au Vietnam, la lutte pour l'indépendance du peuple vietnamien et pour la paix ».

Certains nous disent : le Vietnam, c'est loin !

Sans doute, mais nous ne devons par fermer les yeux sur le fait que, **d'escalade** en **escalade**, l'agression américaine au Vietnam peut conduire à une guerre mondiale.

Près de 400.000 soldats américains, des porte-avions et des bombardiers, des gaz toxiques et le napalm, tels sont les moyens utilisés pour tenter d'écraser le vaillant peuple vietnamien.

Sans aucun souci de la vie des femmes et des enfants, les agresseurs américains accumulent sur le sol vietnamien les destructions et les ruines, les deuils et les souffrances.

Nous dénonçons l'agression américaine au Vietnam et nous affirmons notre solidarité entière avec l'héroïque peuple vietnamien.

Les troupes américaines sont venues, en effet, au Vietnam, en violation du droit international, en violation des accords de Genève de 1954 qui interdisaient l'établissement de bases militaires étrangères au Vietnam.

Mis en échec par la résistance héroïque du peuple vietnamien et enlisés dans une guerre qui rencontre la réprobation de tous les peuples, les dirigeants américains tentent de se disculper en parlant de leur prétendu désir de paix.

Mais comment croire à leurs paroles hypocrites sur la paix, alors qu'ils intensifient la guerre, franchissent les échelons successifs d'une escalade qui risque d'engendrer un conflit général.

Si les Etats-Unis veulent prouver qu'ils sont pour la paix, il faut qu'ils cessent leurs bombardements au Nord-Vietnam et qu'ils reconnaissent le Front National de Libération du Sud-Vietnam comme interlocuteur. Il faut qu'ils décident de retirer leurs troupes du Vietnam afin que le peuple vietnamien, uni et libre, puisse enfin gérer ses propres affaires dans la paix et l'indépendance.

Mais pour les contraindre à cela, il faut que s'affirme toujours plus puissante la solidarité de toutes les forces de paix et de progrès envers le peuple vietnamien.

Nous saluons l'aide multiple et de plus en plus efficace que l'Union Soviétique et les autres pays socialistes apportent au courageux peuple vietnamien.

Nous regrettons qu'au même moment, les dirigeants chinois multiplient leurs attaques contre l'Union Soviétique, ce qui fait le jeu de l'impérialisme et de la réaction.

Il importe, en effet, que l'agresseur se sente toujours plus isolé, ce qui exige l'unité d'action de toutes les forces anti-impérialistes dans le monde.

C'est pourquoi notre Parti Communiste est résolu à redoubler d'efforts pour dresser le peuple français tout entier contre les agresseurs et contribuer, ainsi, au grand combat pour l'indépendance des peuples et pour la paix.

LES PROCHAINES ELECTIONS LEGISLATIVES

Chers amis et camarades,

Sur le plan intérieur nous avons une autre grande bataille politique à livrer : la bataille des élections législatives.

C'est pourquoi je salue la présence, parmi nous, des 470 candidats du Parti Communiste Français.

Notre objectif principal est bien connu : nous voulons mettre fin au régime de pouvoir personnel et établir une démocratie véritable qui permette la mise en œuvre d'une véritable politique de progrès social, de paix et d'indépendance nationale.

Nous combattons le pouvoir gaulliste parce qu'il sacrifie le niveau de vie des travailleurs aux privilèges des monopoles capitalistes et à la course aux armements atomiques.

Sans doute, grâce aux progrès scientifiques et techniques — qui ne dépendent d'ailleurs pas du pouvoir gaulliste — la production et la productivité du travail augmentent.

Malheureusement, ce ne sont pas les travailleurs qui en bénéficient, car une petite minorité d'exploiteurs accapare les principales richesses du pays.

Alors que se poursuit la hausse des prix et des loyers, on compte plus de 4 millions de salariés qui gagnent moins de 60.000 anciens francs par mois, ce qui est un scandale.

De tous les grands pays d'Europe, la France est celui où la semaine de travail est la plus longue et le V Plan du gouvernement s'oppose, pour les cinq années à venir, à toute réduction du temps de travail sans diminution de salaire, de même qu'à tout avancement de l'âge de la retraite.

Le même gouvernement accable les masses travailleuses de charges fiscales toujours plus lourdes, alors que les capitalistes sont dégrevés.

Malgré l'insuffisance des salaires et des traitements, le nombre de salariés assujettis à payer l'impôt sur le revenu est passé de 4 millions 430.000 en 1958 à plus de 7 millions et demi en 1965.

Ce sont enfin les crédits pour l'Education nationale, le logement, la santé publique, l'équipement routier, le sport et la culture qui sont d'une insuffisance criante, tandis que la force de frappe engloutit plus de 5.000 milliards d'A. F. en cinq ans.

NOTRE PROGRAMME POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE

C'est pourquoi les communistes — qui sont aux côtés des travailleurs dans toutes leurs luttes — présentent pour les élections législatives un programme pour une **DEMOCRATIE VERITABLE** tendant à un **CHANGEMENT COMPLET D'ORIENTATION POLITIQUE.**

Pour rétablir pleinement la démocratie, nous demandons que soient abrogées toutes les dispositions qui, dans la Constitution actuelle, établissent le pouvoir personnel.

Nous voulons un **GOUVERNEMENT D'UNION DEMOCRATIQUE FORT ET STABLE,** un gouvernement qui s'appuie sur une majorité cohérente fondée sur l'entente de tous les partis démocratiques autour d'un programme commun, et qui soit responsable devant une véritable Assemblée Nationale.

Dans le domaine économique et social, notre programme s'assigne un double objectif : **L'EXPANSION ECONOMIQUE** et le **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE** de tous les travailleurs.

Nous partons de l'idée fondamentale que les progrès scientifiques et techniques — qui permettent d'accroître sans cesse la production et la productivité du travail — peuvent et doivent se traduire à la fois par l'expansion de l'économie et le relèvement du niveau de vie de toute la population.

Mais, pour cela, il faut que les grandes féodalités économiques et financières cessent de dominer l'Etat et d'accaparer les richesses du pays à leur profit exclusif.

C'est pourquoi, dans l'ordre économique, notre programme pour une démocratie véritable prévoit trois réformes fondamentales.

1° **LA NATIONALISATION** des grands monopoles industriels qui dominent les secteurs-clés de l'économie et des grandes banques d'affaires, et la gestion démocratique des entreprises nationales avec la participation des syndicats ;

2° **UN PLAN DEMOCRATIQUE** de développement économique et social qui assure le développement des secteurs prioritaires de l'économie et de la vie nationale, et garantisse le plein emploi grâce à une politique cohérente d'investissements.

3° **UNE REFORME FISCALE DEMOCRATIQUE** qui réalise la justice fiscale en faisant payer les sociétés capitalistes et les privilégiés et en allégeant les charges qui pèsent abusivement sur les épaules des travailleurs des villes et des champs. Dans le cadre de ces grandes réformes économiques — qui tendent à mettre la puissance de l'économie au service de la nation tout entière — notre programme propose dans l'ordre social et culturel des mesures simples que je résume :

— L'augmentation générale et progressive des **SALAIRES,** traitements et retraites et la réduction du **TEMPS DE TRAVAIL** sans diminution de salaire au fur et à mesure que les progrès techniques permettent d'accroître la production.

— Le relèvement de **LA CONDITION FEMININE,** ce qui exige un statut garantissant les droits des femmes travailleuses, et l'amélioration des prestations sociales et familiales.

— L'attribution d'un quart du budget de l'Etat à l'**EDUCATION NATIONALE** et une réforme démocratique de l'enseignement comportant notamment : l'extension de l'instruction générale jusqu'à 18 ans, la formation professionnelle de tous les jeunes, la formation de dizaines de milliers de maîtres qualifiés de tous les degrés, le développement de la recherche scientifique, la stricte application de la laïcité.

— La construction de 600.000 logements par an dont plus de 300.000 logements sociaux et la limitation du prix des loyers.

Notre programme prévoit par ailleurs des mesures concrètes pour développer l'**AGRICULTURE** et pour aider les **REGIONS INDUSTRIELLEMENT SOUS-DEVELOPPEES** du pays.

La réalisation de ces réformes est inséparable d'une **POLITIQUE ACTIVE DE PAIX ET DE DESARMEMENT** comportant notamment l'abandon de la force de frappe, le service militaire à un an, l'adhésion de la France au traité international de Moscou sur l'arrêt des

essais nucléaires, l'opposition résolue à l'armement nucléaire de l'Allemagne de Bonn.

Nous sommes pour le remplacement des blocs militaires actuels par un système de **SECURITE COLLECTIVE** européenne et pour une **COOPERATION** étroite entre tous les pays de l'Europe, sans discrimination, dans le respect de l'indépendance nationale.

Dans cette perspective, nous saluons, comme un progrès, l'amélioration des relations entre la France et l'Union Soviétique et autres pays socialistes.

Nous sommes convaincus que ce programme de progrès et de paix répond aux besoins du peuple, tout particulièrement aux aspirations de la jeunesse française qui rêve d'une société fraternelle où la science et la technique seront, enfin, mises au service de l'homme, au service des peuples, au service de l'humanité tout entière.

UNE CONFRONTATION NECESSAIRE

Mais il n'est pas suffisant d'avoir un bon programme démocratique, encore faut-il que les forces sociales et politiques susceptibles de le mettre en œuvre s'unissent dans l'action.

C'est pourquoi, depuis plusieurs mois déjà, nous avons proposé aux dirigeants de la Fédération de la gauche et à tous les Partis de gauche l'ouverture d'une discussion en vue d'aboutir à l'élaboration d'un **PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT** à partir des propositions des uns et des autres.

Mais jusqu'ici — et nous le regrettons — les dirigeants de la Fédération n'ont donné aucune suite favorable à nos propositions d'entente (1). Ils répètent qu'ils s'en tiennent à leur propre programme mais ils n'ignorent pas que celui-ci n'est pas le résultat d'une discussion commune, n'est pas un programme commun à tous les Partis de gauche.

Et si l'on confronte le programme de la Fédération et celui de notre Parti, on constate qu'ils contiennent, certes, un nombre appréciable de points de convergence mais aussi des différences notables.

(1) Le 29 juin dernier encore, après la session du Comité Central de notre Parti, Waldeck Rochet adressait une lettre à François Mitterrand. Cette lettre n'a toujours pas reçu de réponse.

C'est un fait que **le programme de la Fédération est muet sur des réformes et des revendications que nous considérons comme essentielles.**

Par exemple, en ce qui concerne les institutions, le programme de la Fédération propose de supprimer quelques articles de la Constitution, mais il laisse subsister les principaux articles qui dessaisissent le Parlement de ses droits au profit du seul chef de l'Etat.

Nous pensons, nous communistes, que ces articles de la Constitution gaulliste doivent être supprimés afin que soit clairement reconnue la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée Nationale.

Dans le domaine économique, le programme de la Fédération ne prévoit pas la nationalisation des monopoles industriels qui dominent les secteurs-clés de l'économie.

Nous pensons qu'il s'agit d'une lacune essentielle, car, sans une telle réforme, tout gouvernement, même s'il se dit de gauche, est plus ou moins condamné à faire la politique du grand capital, à l'exemple du gouvernement Wilson, en Angleterre, qui bloque les salaires et impose de lourds sacrifices aux travailleurs pour avoir l'appui des banquiers de la Cité de Londres.

Nous sommes, nous communistes, pour la nationalisation des monopoles les plus puissants et des grandes banques d'affaires, parce que nous voulons soustraire l'Etat à la domination des monopoles, afin que l'on puisse gouverner dans l'intérêt du peuple et de la Nation.

En matière fiscale, le programme de la Fédération fait le silence à l'égard de l'imposition des sociétés et il est très vague en ce qui concerne l'allégement des impôts acquittés par les masses travailleuses.

Nous pensons que, sur ce point comme sur les autres, il faut être clair et précis.

Contrairement au pouvoir gaulliste, qui dégrève les capitalistes, nous voulons que l'on fasse payer les grandes sociétés et les privilégiés afin d'alléger les charges des travailleurs.

En matière sociale, nous avons été très surpris de constater que le programme de la Fédération faisait le silence sur les deux revendications fondamentales du monde du travail, à savoir l'aug-

mentation des salaires, traitements, retraites et pensions, et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Nous croyons que par suite de l'augmentation de la production et de la productivité du travail, il est possible et nécessaire de satisfaire ces légitimes revendications qui sont d'ailleurs formulées par l'ensemble des organisations syndicales.

Enfin, en politique extérieure, il est une question brûlante sur laquelle nous aimerions que soit levée toute équivoque et que l'accord se fasse entre tous les hommes de gauche : il s'agit de la guerre au Vietnam.

D'après le programme publié par la Fédération, les responsabilités du conflit seraient plus ou moins partagées entre les Américains qui font la guerre et le Front National de Libération vietnamien qui aurait des prétentions inadmissibles et irréalisables.

Il n'est pas possible de mettre ainsi sur le même plan l'agresseur et la victime : les vrais responsables, qu'on le veuille ou non, ce sont les impérialistes américains et c'est sur eux qu'il s'agit d'exercer la pression maximum, afin de les contraindre à renoncer à leur guerre criminelle et barbare contre un petit peuple qui lutte pour sa liberté et son indépendance.

L'ENTENTE SUR UN PROGRAMME COMMUN AURAIT UNE PORTEE DECISIVE

Si nous affirmons ainsi nos positions, cela ne signifie pas pour autant que nous exigeons des autres Partis de gauche qu'ils adoptent l'intégralité de notre programme.

Mais c'est avant tout pour souligner la nécessité d'aller vers une confrontation générale entre le Parti communiste, la Fédération et les autres Partis de gauche avec l'objectif de mettre au point, à partir des positions des uns et des autres, le programme commun qui sera leur contrat de majorité et de gouvernement.

Car la portée décisive qu'aurait un accord sur un programme commun réside dans le fait qu'un tel accord exprimerait la volonté de tous les Partis de gauche **d'agir ensemble.**

Les Français veulent savoir, en effet, par quoi serait remplacé, éventuellement, le pouvoir gaulliste.

C'est pourquoi, seule l'union sur un programme commun peut susciter la confiance et l'élan populaire et permettre, par là même à tous les partis de gauche de gagner des couches nouvelles et de **remporter, ensemble, une grande victoire.**

C'était là, d'ailleurs, l'opinion que François Mitterrand exprimait lui-même durant la campagne présidentielle lorsqu'il déclarait solennellement à Toulouse :

« Les partis républicains auront, je l'espère, la sagesse d'établir entre eux un programme commun de gouvernement. »

Malheureusement, aujourd'hui, la Fédération qu'il préside et qui réunit le Parti socialiste et le Parti radical a une autre attitude.

En ce qui concerne ces alliances éventuelles la Fédération vient de décider qu'elle ne décidera de rien avant trois mois.

Mais comment ne pas voir que ces louvoiements, ces retards et ces entraves apportés à la réalisation d'un accord entre tous les Partis de gauche gênent considérablement la mobilisation des forces démocratiques, ce dont les tenants de l'U.N.R. et autres réactionnaires s'efforcent de tirer avantage.

PAS D'ALLIANCES AVEC LA REACTION

En réalité, si la Fédération s'est, jusqu'ici, opposée à une entente avec le Parti communiste, c'est parce que certains de ses dirigeants et non des moindres veulent se réserver la possibilité de contracter des alliances à leur droite, en invoquant la nécessité d'atteindre à tout prix une majorité, quelle qu'elle soit.

Nous répétons, nous communistes, que dans la lutte contre le pouvoir personnel, l'objectif n'est pas de conquérir n'importe quelle majorité, mais une majorité démocratique capable de mettre en œuvre une politique de progrès social et de paix.

Certes, nous rejetons tout sectarisme.

Nous sommes pour l'unité de la classe ouvrière et pour une alliance solide et durable entre la classe ouvrière et les classes moyennes des villes et des campagnes.

Nous tendons la main à tous les travailleurs sans distinction d'opinions ou de croyances.

Mais il ne faut pas que l'on compte sur nous pour cautionner les alliances avec la droite.

Nous connaissons trop les politiciens réactionnaires qui dirigent le Centre Démocratique de Lecanuet pour ne pas les classer parmi les meilleurs partisans de la « démocratie politique », comme croit

devoir le faire le secrétaire général de la S.F.I.O. dans son interview au journal « Le Monde ».

Dans tous les gouvernements auxquels ils ont participé, dans le passé, ces politiciens de droite, qui s'intitulent aujourd'hui « centristes » pour mieux duper les électeurs, se sont opposés systématiquement aux revendications des travailleurs, ils n'ont cessé de s'attaquer à l'école laïque, ils ont été les plus ardents défenseurs de la soumission inconditionnelle de la France aux Etats-Unis d'Amérique et du réarmement de l'Allemagne, ils ont soutenu toutes les aventures coloniales.

Non ! Ce ne sont pas des « républicains de progrès » mais de vrais réactionnaires qui font le jeu du pouvoir personnel en s'acharnant à diviser les forces de gauche.

Chaque fois que des Partis de gauche ont cru devoir s'allier à ces hommes de droite, ce sont ces derniers qui ont fait prévaloir leur politique réactionnaire, ce qui a contribué à discréditer la gauche, à affaiblir la démocratie, à faire le jeu du pouvoir personnel.

Eh bien non ! Nous ne voulons pas revenir à ces combinaisons politiciennes du passé, nous voulons en finir avec le régime du pouvoir personnel, mais pas pour livrer la France à un autre pouvoir réactionnaire.

La classe ouvrière et notre peuple aspirent à un changement véritable, à **une démocratie AUTHENTIQUE et NEUVE**, ce qui exige avant tout l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

C'est pourquoi nous souhaitons sincèrement que cessent les atermoiements et les équivoques et que se réalise, au plus tôt, une entente portant à la fois sur le programme et sur une tactique électorale commune comportant un accord national de désistement réciproque en faveur du candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel afin de battre les candidats de l'U.N.R. et de la réaction.

VOTER COMMUNISTE, C'EST VOTER POUR L'UNION DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE

Notre position, à nous communistes, est claire et nette : nous sommes pour une entente loyale entre communistes et socialistes, entre toutes les formations de gauche, à l'exclusion de toute alliance avec la droite.

Mais pour parvenir à l'unité et à l'union, cela ne dépend pas seulement des communistes, les pas nécessaires doivent être faits des deux côtés.

Par conséquent, il appartient aux dirigeants de la Fédération de faire connaître s'ils sont favorables ou non à l'entente de toutes les forces de gauche.

Dans le pays, les travailleurs et les républicains désirent ardemment voir se réaliser l'unité d'action des Partis de gauche : nous souhaitons que les dirigeants de la Fédération ne déçoivent pas leurs espérances.

EN TOUT ETAT DE CAUSE, ET SANS NEGLIGER LES POSSIBILITES D'UNION, NOTRE PARTI COMMUNISTE EST PRET A ALLER A LA BATAILLE AVEC SON PROGRAMME POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE.

Les millions de voix qu'il obtiendra auront une influence décisive sur le développement ultérieur de l'unité et du mouvement démocratique en France.

SI LE PARTI COMMUNISTE GAGNE DES SUFFRAGES — ET NOUS FERONS TOUT POUR CELA — ALORS LES PARTIS DE GAUCHE, QUI HESITENT AUJOURD'HUI, NE POURRONT PLUS REFUSER L'UNITE D'ACTION QUE LEUR PROPOSE LE PARTI COMMUNISTE : L'UNION DEVIENDRA INEVITABLE.

VOILA POURQUOI NOUS DISONS QUE VOTER COMMUNISTE, C'EST VOTER POUR L'UNION DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE.

Voilà pourquoi nous appelons toutes les organisations du Parti, tous les militants et l'immense masse de nos sympathisants à participer avec ardeur à la bataille politique pour les prochaines élections législatives.

Dans cette grande bataille, qui doit nous permettre de PORTER NOTRE PROGRAMME ET NOS IDEES DANS TOUS LES FOYERS, notre Parti dispose d'une arme incomparable : « L'HUMANITE ».

Nous vous invitons à lire et à faire lire « l'Huma ».

Mais c'est aussi au RENFORCEMENT DU PARTI que nous appelons les milliers de travailleurs manuels et intellectuels qui approuvent son programme et sa politique.

Nous les appelons à rejoindre les rangs du Parti afin de mener le bon combat pour le progrès social, pour la paix, pour la démocratie et pour le socialisme libérateur.

Vive la Fête de « l'Humanité » !

Vive le Parti Communiste Français !

Vive l'union des travailleurs et des républicains pour une France libre, pacifique et prospère !

S.G.P - Paris. — Le gérant de la publication : Lucien MATHEY.

Pour contribuer aux efforts unitaires du Parti Communiste Français ;

Pour un grand succès communiste aux élections législatives

J'ADHÈRE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom .....

Prénom ..... Age .....

Adresse .....

Entreprise et lieu de travail .....

.....

.....

Le ..... Signature .....

Remettez ce bulletin au militant connu de vous, ou adressez-le au P.C.F., 44, rue Le Peletier, Paris-9e

SOUSCRIVEZ Cette brochure est payée par les souscripteurs qui versent à notre souscription nationale. Imitez-les. Acceptez les bons de soutien.

Adressez votre participation à Georges GOSNAT, C.C.P. Paris 63-65-71.

Pour être informé

complètement et sincèrement

Chaque jour *lisez*

l'Humanité

MAGAZINE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Chaque semaine *lisez*

l'Humanité

Dimanche

6, Boulevard Poissonnière - PARIS (9e)